

# Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA)

Lettre d'information n°4 - Février 2018

## Retour sur la conférence de lancement de la présidence tyrolienne de la SUERA en 2018

Organisée le 7 février dernier à Innsbruck (Autriche), la conférence a mobilisé quelque 250 personnes, essentiellement des acteurs de la SUERA et des élus autrichiens, dont le Président de la République, M. Alexander van der Bellen et le Chancelier fédéral, M. Sebastian Kurz.



« Concevoir l'avenir ensemble dans l'intérêt des Alpes », c'est sous ce mot d'ordre mobilisateur que la présidence 2018 de la SUERA, assurée par le Tyrol, s'est ouverte le 7 février dernier, à Innsbruck (Autriche).

### L'équipe de France de la Suera en route vers la présidence 2020

Lors de cette conférence au programme de travail ambitieux, la France s'est officiellement portée candidate pour exercer, la présidence de la SUERA 2020.

Cet engagement s'inscrit dans la continuité de son action en faveur des territoires de massifs montagneux et de la coopération entre territoires (montagneux, valléens, ruraux, périurbains, urbains et métropolitains). Au sein de la SUERA, la France entend soutenir un développement économique durable et cohérent de la région alpine.



Délégation française : Mme Liliane Lucchesi (Région Bourgogne-Franche-Comté), M. François Saint-Paul (Ambassadeur de France en Autriche), Mme Florence Boetti-Forestier (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur) et M. Etienne Blanc (Région Auvergne-Rhône-Alpes). NB. M. Wauquiez, retardé par des intempéries, n'était pas présent au moment de cette photo.

En savoir plus sur le site internet de la SUERA : [www.alpine-region.eu/news/tyrol-took-over-eusalp-presidency](http://www.alpine-region.eu/news/tyrol-took-over-eusalp-presidency) et [www.tirol.gv.at/fileadmin/themen/tirol-europa/europa/EUSALP/downloads/D005\\_010\\_26\\_Arbeitsprogramm\\_Eusalp\\_france\\_Ansicht.pdf](http://www.tirol.gv.at/fileadmin/themen/tirol-europa/europa/EUSALP/downloads/D005_010_26_Arbeitsprogramm_Eusalp_france_Ansicht.pdf)

## Focus

La Présidence tyrolienne s'est fixée les priorités suivantes :

- **Marché du travail** (groupe d'action 3): généraliser la formation par alternance et accroître la formation des migrants et leur intégration au marché du travail
- **Mobilité** (groupes d'action 4 et 5): généraliser le report modal au profit du rail et développer une plateforme commune d'information et de billetterie pour le transport de voyageurs dans la région alpine
- **Ressources naturelles** (groupe d'action 6): adopter une déclaration politique des Etats et des Régions de la région alpine pour l'utilisation sobre des sols : promouvoir la production, la transformation, la commercialisation et la consommation des produits alimentaires alpins, en fédérant les filières économiques concernées
- **Risques naturels et adaptation au changement climatique** : établir une gouvernance intégrée des risques naturels
- **Énergie** (groupe d'action 9) : adopter une stratégie commune visant l'autonomie énergétique 100% renouvelable de la région alpine, assortie d'une conférence politique périodique de suivi de sa mise en œuvre

La Présidence tyrolienne fera du numérique (couverture et usages) un enjeu transversal, nécessaire pour réduire les inégalités entre urbains et montagnards ruraux et ainsi offrir à ces derniers les mêmes chances de développement d'activité et de connectivité.

## La France exercera la présidence de la SUERA en 2020

D'un commun accord avec la France, l'Italie a confirmé sa candidature pour assumer en 2019 une présidence de la SUERA déléguée à la Région Lombardie, avec le concours de l'État et des autres Régions. La France s'est, quant à elle, officiellement portée candidate pour exercer, en 2020, une présidence collégiale de la SUERA par l'État et des trois Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

À l'instar de l'esprit constructif d'alliance des territoires et de parité entre les États et les régions qui anime la SUERA depuis ses origines et qui prévaut en France dans le dialogue entre l'État et les collectivités territoriales à travers la Conférence nationale des territoires et les instances consultatives de la montagne, la présidence française de la SUERA sera ainsi exercée conjointement par l'État et les trois Régions françaises impliquées dans la SUERA.

À cet égard, le programme de la présidence française sera préparé de façon participative et inclusive avec tous les acteurs pertinents à l'occasion :

- des comités de massifs du Jura et des Alpes, qui seront installés respectivement les 2 mars et 12 mars 2018,
- du Conseil national de la montagne, qui sera installé dans le courant du premier semestre 2018.

## Le Parlement européen soutient résolument les stratégies macrorégionales pour l'après-2020

Points clés de la résolution adoptée par le Parlement européen du 16 janvier 2018 sur la mise en œuvre des stratégies macrorégionales (SMR) de l'Union ([avis sur la mise en œuvre des stratégies macro-régionales](#))

Le Parlement européen :

- souligne que les SMR continuent d'apporter une précieuse contribution à la coopération transfrontalière, intersectorielle et à plusieurs niveaux en Europe, dont le potentiel n'a pas encore été suffisamment exploré (...)
- observe néanmoins qu'en raison de procédures d'agrément pour des actions communes à plusieurs niveaux, rassemblant plusieurs pays et/ou régions, l'accès aux fonds européens continue de poser un défi aux projets relevant des SMR
- considère que la stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) constitue la preuve que la notion de macro-région peut également être appliquée avec succès aux régions plus développées et salue la structure de gouvernance actuellement mise en place pour cette stratégie
- souligne que la SUERA peut être un bon exemple de modèle stratégique pour la cohésion territoriale (...)
- souligne que la prochaine révision du cadre financier pluriannuel offre la possibilité de procéder à la révision simultanée des objectifs des SMR afin de consolider le lien avec les priorités de l'Union et de renforcer les engagements financiers qu'y sont associés
- invite la Commission à présenter, dans le cadre de la prochaine révision des règlements de la politique de cohésion, des propositions susceptibles de favoriser une meilleure mise en œuvre des SMR.

### Comment contribuer à la SUERA ?

Tous les acteurs de la région alpine peuvent contribuer par leurs projets aux objectifs de la SUERA, en particulier dans le cadre des programmes européens. Pour communiquer sur vos initiatives, vous pouvez nous adresser des informations à : [claire.barthelemy@igt-itg.eu](mailto:claire.barthelemy@igt-itg.eu).



## Temps forts à venir

### 21 mars 2018 :

Réunion du groupe d'action 9 de la SUERA (énergie), à Bolzano/Bozen (IT)

### 12 avril 2018 :

Réunion du groupe d'action 8 de la SUERA (risques, changement climatique) - SI

### Printemps 2018 :

Réunion du groupe des Députés européens amis de la SUERA, à Bruxelles

### Printemps 2018 :

Réunion du groupe interrégional du Comité des Régions de l'UE sur les SMR, à Bruxelles

### 25 et 26 mai 2018 :

Conférence annuelle organisée conjointement par la Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA) et le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » à Bled (SI)

### Juin 2018 :

Conférence alpine sur les transports, à Trento (IT)

### 7 juin 2018 :

Conférence alpine sur l'énergie, groupe d'action 9 de la SUERA, à Innsbruck (AU)

### 20 novembre 2018 :

Assemblée générale de la SUERA, à Innsbruck (AU)

### 20 et 21 novembre 2018 :

Forum annuel de la SUERA, à Innsbruck (AU)

### 20 novembre 2018 :

Réunion de la présidence à trois (trojka) de la SUERA, Tyrol (AU)

### Pour en savoir plus :

[www.alpine-region.eu](http://www.alpine-region.eu)

Contact SUERA en France :

Nicolas GOUVERNEL, Coordonnateur national, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) - [nicolas.gouvernel@cget.gouv.fr](mailto:nicolas.gouvernel@cget.gouv.fr)

Ce document est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage en France avec le fonds européen de développement régional et le fonds social européen.

